

GER Un cycliste bigourdan tué dans une collision P. 7

HANDBALL Billère veut sa première victoire au Sporting P. 29



La République

DES PYRÉNÉES

VENDREDI 22 NOVEMBRE 2013

N°20986 - 1 €

Entretien exclusif avec Jean-Marc Ayrault

« Le bassin de Lacq, un exemple remarquable »



- LGV Bordeaux-Dax :
« L'enquête publique prévue en 2014 »

- Rythmes scolaires :
« Je propose des éléments de souplesse »

- Sa feuille de route :
« Les 60 engagements de François Hollande »

LE PREMIER MINISTRE AUJOURD'HUI EN BÉARN Pour la première fois dans la V^e république, un Premier ministre de gauche vient en Béarn. Jean-Marc Ayrault, qui inaugure ce matin la nouvelle unité de gaz de Lacq, évoque les dossiers béarnais. **PAGES 2-3-4**

DU LUNDI 18 AU SAMEDI 23 NOVEMBRE 2013

4 CUISSES DE POULE en confit

Conservée des Gaves - Poids : 1,350 kg
Origine : France - soit 2,93€ /kg

Pour votre santé mangez au moins 5 fruits et légumes par jour. www.mangerbouger.fr

3,95 €



Intermarché

■ BILLÈRE
■ BORDES
■ COARRAZE
■ JURANÇON
■ LARUNS
■ MORLAÏS
■ PAU
■ PONTACQ
■ SERRES-CASTET
■ SOUMOULOU



La nouvelle phase de l'affaire Dekhar

Qui est Abdelhakim Dekhar ? Il est vraisemblable que cette question ne trouvera pas plus de réponse aujourd'hui qu'en 1998 lors du procès de Florence Rey, avec laquelle cet homme partageait le box des accusés. Ce qui frappe de prime abord, c'est qu'à dix-neuf ans de distance, il n'a fait, d'une certaine manière, que répéter l'équipée sanglante de Rey et Maupin qui, elle, s'était soldée par cinq morts. Mêmes tirs, heureusement pas mortels, même prise d'otage. Comme s'il n'avait rien appris. Il avait alors 29 ans, il en a aujourd'hui 48.

Que s'est-il passé entre-temps, sinon les quatre ans de prison ? Pas grand-chose visiblement. Lorsqu'on revoit les images de son intrusion dans le hall de BFM, ses allers-retours carabine en main ressemblent à un simulacre. Le personnage qui avait alors fasciné Florence Rey, pris comme modèle, avait déjà, selon son avocate, « un fort besoin d'exister » qu'il n'a visiblement jamais réussi à assouvir. Sa défense confuse lors du procès, où il se prétendait « indicateur de la sécurité militaire algérienne », chargé par « le consulat d'Aubervilliers d'infiltrer les milieux islamistes et autonomes de banlieue » montrait une mythomanie qu'il pratiquait en évoquant les braquages qu'il projetait.

« **Ce fait divers est pain bénit pour les partisans de la théorie du complot qui voient dans chaque affaire une conspiration.** »

D'après un leader autonome, de cette mouvance d'extrême gauche qu'il fréquentait dans des squats parisiens, c'était un type « avec des plans d'agent secret qui ne file jamais son numéro de téléphone, donne un faux nom pour sa meuf, fanfaron, brailard, solitaire, qui fait de la provocation dans les réunions, traite les autres de larves, de mous, qui ne font rien pour changer la société ». Une rhétorique qu'on retrouve dans une des deux lettres qu'il a laissées et dans laquelle il dénonce un « complot fasciste » et le rôle des journalistes, qualifiés de « jourmaputes », payés selon lui pour « faire avaler le mensonge à la petite cuillère ».

Dans les années 70 et 80, on a connu en France d'autres soldats perdus qui, au nom de la lutte contre le capitalisme et le fascisme, en sont arrivés à exécuter le patron de la Régie Renault ! On connaît bien ce type de raisonnement qui, inévitablement, va susciter toutes sortes de commentaires, particulièrement sur Internet où se déchainent déjà de vives polémiques. Ce fait divers est pain bénit pour les partisans de la théorie du complot qui voient dans chaque affaire une conspiration et stigmatisent aussi bien la presse que la police qui, à leurs yeux, leur cachent toujours quelque chose. D'autres se plaindront du fait qu'il s'agit d'un Arabe, pour réitérer le refrain raciste ou pour regretter qu'on les stigmatise, sans oublier ceux qui pointent le gouvernement, la gauche, Valls et Taubira et bien sûr Hollande, cibles récurrentes.

Lacq : Jean-Marc

ENTRETIEN EXCLUSIF Le Premier ministre considère que la méthode

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sera en Béarn aujourd'hui où il inaugurera en fin de matinée sur le bassin de Lacq la nouvelle unité de gaz permettant de conforter l'industrie chimique. Une visite pour saluer la reconversion réussie du bassin. À l'heure du déjeuner, Jean-Marc Ayrault rencontrera à Pau cinq dirigeants de jeunes entreprises installées à Hélioport.

À quelques heures de ce déplacement, Le Premier ministre a accordé un entretien exclusif à notre journal. Interrogé sur les grands dossiers béarnais - développement industriel, équipements ferroviaires, relations régionales, Jean-Marc Ayrault revient également dans cet entretien sur le moral des maires à quatre mois des élections locales, sur l'évolution de la réforme des rythmes scolaires, sur le projet de révision fiscale et sur sa méthode de gouvernance.

Propos recueillis par Jean Marziou

Pourquoi avez-vous tenu à venir à Lacq ? Est-ce pour vous un bol d'oxygène dans un contexte difficile ?

Je viens ici témoigner d'une réussite collective. Un nouvel avenir a été donné à ce bassin

économique, qui, sans cela, aurait été meurtri par la fin de l'exploitation du gisement de Lacq, dont les ressources sont désormais quasi-épuisées. C'est le résultat d'un travail en commun de l'Etat, des grandes entreprises, des collectivités locales, des organisations syndicales et des associations professionnelles. Chacun a su se rassembler pour redonner un espoir aux salariés et à l'activité locale.

C'est un exemple remarquable pour tous les bassins confrontés à des mutations économiques, comme autour de l'Étang de Berre par exemple, c'est en les anticipant et en s'organisant qu'on peut rebondir.

Le bassin de Lacq illustre-t-il la notion de redressement productif cher à votre gouvernement ?

Il illustre qu'il n'y a pas de fatalité et que, par la mobilisation collective, on peut faire de belles réalisations. Le redressement productif, c'est bien sûr la montée en gamme de notre appareil industriel, avec les investissements d'avenir, notre politique ambitieuse en matière d'innovation, ou les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle lancés en septembre dernier par le Président de

la République. Mais c'est aussi l'anticipation des difficultés affectant des bassins d'emplois, et la construction collective de solutions de reconversion qui offrent un nouvel avenir aux entreprises fragilisées et aux salariés.

Jugez-vous que la politique menée par Total pour l'avenir du bassin soit exemplaire ? Est-ce un modèle pour d'autres sites ?

Il s'agit d'un projet collectif. Il faut bien sûr une impulsion initiale, et Total a clairement été un acteur clé de cette reconversion industrielle. Que faut-il finalement pour réussir une telle reconversion ? Une capacité

« **Une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs.** »

Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.

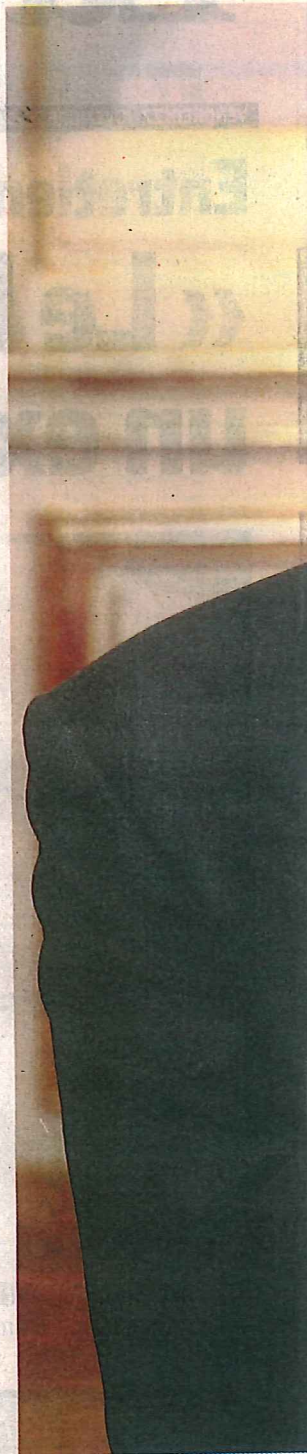
d'anticipation, une volonté politique, une stratégie industrielle capitalisant sur les installations et les savoir-faire existants, de l'innovation et des investissements pour assurer la compétitivité, quelques facteurs d'attractivité clés par rapport à d'autres sites, des actions de formation pour les salariés.

C'est cela qui a fonctionné ici et c'est une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs. L'Etat sera présent pour les accompagner, mais j'insiste, c'est la mobilisation locale qui permet le succès.

La bonne méthode pour la bataille de l'emploi

Compte tenu de la bonne tenue du tissu économique local, le taux de chômage en Béarn est sensiblement inférieur à la moyenne départementale, aquitaine et nationale. Pourriez-vous y puiser des recettes pour l'économie française ?

Sur ce territoire, l'Etat, les collectivités et les acteurs professionnels ont su anticiper ensemble les mutations du tissu économique, notamment celles liées à la chimie. Ils ont su également construire des dispositifs visant à former plutôt que licencier en



Jean-Marc Ayrault est aujourd'hui en

JE M'ABONNE À **La République** avec TV Magazine chaque samedi

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail :

Tél. :

COCHÉZ VOTRE PAIEMENT

Prélèvement mensuel 0,98€/ex en semaine et 1,28€/ex le samedi

Au comptant :

1 an (204 ex.) 298 €
 6 mois (102 ex.) 158 €
 3 mois (51 ex.) 79 €
 1 mois (25 ex.) 27 €

Pour le paiement par prélèvement bancaire ou postal, contactez le Service Abonnements : Tél. 05 59 82 20 14 abonnement@pyrenees.com

Choisissez votre formule

- Portage à domicile matinal (Livré avant 6h dans les zones desservies)
- Abonnement chez vous marchand de journaux (il vous réserve le journal chaque matin)
- Par la Poste

Renvoyez ce bulletin avec votre paiement

LA RÉPUBLIQUE
 Service Abonnements
 6, rue Despourrins / B.P. 129
 64001 PAU Cedex

La République
 DES PYRÉNÉES

Directeur de la Publication,
 Directeur Général :
Christophe GALICHON
 Rédacteur en chef :
Jean MARZIOU
 Rédacteur en chef adjoint :
Hubert BRUYÈRE
 Directeur des Services :
Philippe CARRERE
 CPPAP n° 0917 C 82082

6, rue Despourrins
 BP 129 - 64001 Pau Cedex
 Tél. 05 59 82 20 20
 Fax : 05 59 82 20 11

Pyrrénées-Presses :
 S.A. à conseil d'administration
 au capital de 228.578 euros.

Président du Conseil d'Administration :
Olivier Géralmi
 Principal actionnaire : GSO SA

Publicité et petites annonces :
 -6, rue Despourrins, Pau
 -Place Mendès-France, Oloron

Publicité nationale :
 COM-QUOTIDIENS, tél. 01 55 38 21 00



Ayrault salue l'effort collectif

de mobilisation locale utilisée à Lacq pourrait être reprise dans d'autres bassins économiques, assurant qu'il n'y a pas de fatalité.



Béarn pour saluer la vitalité du bassin de Lacq, dont il veut faire un exemple. © AFP

Ici, comme dans toute la France, notre bataille prioritaire c'est l'emploi. Et nous avons besoin de la mobilisation de tous.

L'homme fort politique du bassin de Lacq est David Habib qui vise désormais la mairie de Pau. Votre venue est-elle aussi un soutien à ses ambitions ?

Ce n'est pas la raison de ma présence aujourd'hui mais j'apporte bien évidemment mon soutien à David Habib, en qui j'ai toute confiance. Je sais qu'il a su démontrer de grandes qualités pour accompagner efficacement le développement des territoires au service desquels il se mobilise depuis longtemps.

La LGV Bordeaux-Dax: l'enquête publique en 2014

La desserte du Béarn par la LGV n'est plus à l'ordre du jour. N'est-ce pas un handicap pour l'avenir économique de cette région ?

Plusieurs projets en cours permettront d'améliorer la desserte ferroviaire du Béarn. Je pense notamment à la LGV Tours-Bordeaux, qui sera mise en service en 2017. Elle permettra de gagner 50 minutes sur les liaisons vers Paris. Vous savez aussi que les études se poursuivent sur le Grand Projet du Sud-Ouest, avec la priorité donnée à la section Bordeaux-Dax qui fera l'objet d'une enquête publique en 2014 avec un objectif de mise en service à l'horizon 2027. Nous gagnerons ainsi 20 minutes supplémentaires pour la desserte du Béarn. Enfin, je pense que la recherche d'amélioration de la ligne classique Dax-Pau-Tarbes, dans le cadre du contrat de plan Etat-région en cours, permettra aussi

d'améliorer le réseau.

Aujourd'hui, seule la région est prête à financer la réouverture de la ligne ferroviaire de Canfranc. L'Etat pourrait-il accompagner l'Aquitaine dans ce projet transfrontalier ?

La Région Aquitaine est particulièrement impliquée compte tenu de l'intérêt essentiellement local de cette infrastructure. Mais n'oublions pas que l'Etat a participé au renouvellement total de la ligne entre Pau et Oloron au titre du contrat de plan 2007-2013, avec un financement égal à celui de la Région. Il est présent dans le groupe de travail qui réunit les deux Etats, français et espagnol, la région Aquitaine et la Communauté d'Aragon. A ce titre, il participe aux études sur l'exploitation de cette ligne, la sécurité des tunnels routier et ferroviaire et l'évaluation socio-économique du projet.

De la souplesse pour la réforme des rythmes scolaires

Réforme des rythmes scolaires, baisse des dotations de l'Etat et lourdeurs des réglementations : Vous avez constaté vous-même au congrès de Paris que le moral des maires est atteint. Quel message adressez-vous aux élus de nos territoires à quatre mois des élections locales ?

J'ai adressé un message de confiance aux maires. Ils ont un lien direct et de proximité avec les citoyens. J'ai exercé ce mandat pendant plus de 35 ans. C'est le mandat le plus populaire en France et c'est un échelon de cohésion qu'il faut conserver.

Parce qu'ils sont au cœur de l'action, les maires peuvent éprouver des difficultés, notamment quand il s'agit de mettre en œuvre des réformes. Le rôle du gouvernement, c'est d'être à leurs côtés lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes spécifiques. Je salue la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques. L'Etat en supporte la plus grande part. Les maires le comprennent. Ils ont, eux aussi, des obligations d'économies quand ils préparent leur budget.

La mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires continue à susciter bien des critiques...

Le passage à la semaine de

quatre jours sans concertation en 2008 a été un choc. Il y a un consensus pour dire que le temps de l'école est trop court pour assimiler tous les savoirs. Il est donc raisonnable de revenir à la semaine de 4,5 jours. C'est la responsabilité du ministère de l'Education nationale, donc de l'Etat. Quand je l'explique aux maires, ils ne le contestent pas car ils veulent avant tout la réussite des enfants.

Après, il y a la question des activités périscolaires, qui est de la responsabilité des maires. Je leur ai accordé du temps supplémentaire pour les organiser. Le but est d'être prêt pour la rentrée 2014. J'ai également apporté un soutien financier, non seulement

pour cette année mais aussi pour l'année prochaine. Enfin, les normes d'encadrement seront allégées. Ce sont donc des éléments de souplesse que je propose. A l'issue de l'année scolaire 2014-2015, nous ferons une évaluation partagée de la réforme avec les maires. S'il faut donner un coup de pouce aux communes disposant de faibles moyens, j'y suis ouvert. L'essentiel, c'est la réussite des enfants. Selon l'AMF, 80 % des maires qui ont engagé cette réforme se disent satisfaits. C'est donc que par le dialogue et la concertation on peut y arriver.

Le dialogue, mais dans la clarté politique

Face aux difficultés de gouvernance de la France, l'idée d'une coalition gouvernementale à l'allemande qui intégrerait le centre et par exemple François Bayrou est-elle pour vous envisageable ?

Les Français ont voté pour le Président de la République et pour une majorité parlementaire. Cela n'empêche pas le dialogue. C'est même ma méthode de gouvernement.

Je viens d'annoncer que j'ouvrais un champ de discussion pour remettre à plat notre système fiscal afin de le rendre plus lisible, plus efficace et plus juste, à prélèvements obligatoires constants. Tout cela afin que notre pays aille mieux tout en préservant notre modèle. J'en discuterai dès lundi avec les partenaires sociaux puis avec les groupes parlementaires de la majorité comme de l'opposition.

On ne peut pas affirmer sans cesse comme le fait l'opposition qu'il y a trop d'impôts sans proposer des diminutions de dépenses. C'est l'occasion d'engager un vrai débat démocratique sur le niveau des dépenses publiques et sur la contribution de chacun. La main est toujours tendue au dialogue mais dans la clarté politique. Des engagements ont été pris. Ce sont les 60 engagements de François Hollande. C'est ma feuille de route et j'y suis fidèle.

Votre méthode de gouvernance se fonde sur la concertation...

Et la décision...

Ne regrettez-vous de ne pas être parfois plus autoritaire pour imposer votre démarche ?

Prenez l'exemple de la réforme des retraites. Un rapport a d'abord établi le diagnostic avec des hypothèses de solutions. Ensuite ce fut le temps de la concertation. Et enfin, le gouvernement a pris une décision. C'est dire si je revendique non seulement la méthode mais aussi la décision. C'est la preuve que notre pays n'est pas bloqué et peut se réformer.

Paradoxalement, la réforme fiscale que vous venez d'annoncer ne risque-t-elle pas d'être finalement un signe d'instabilité dans un domaine très agité depuis trois ans ?

Ce qui perturbe les esprits, c'est la complexité. Là est la vraie instabilité. Et dans ce cas, il faut savoir réformer. Je suis un réformateur. Car le contraire, c'est l'immobilisme, qui entraîne le déclin. Je ne veux pas de cela. Ce que je veux, c'est la réussite de la France. ■

EN LUMIÈRE

UNE VISITE SOUS LE SCEAU DE L'INNOVATION

PROGRAMME L'inauguration sur la plate-forme de Lacq précédera un déjeuner à Pau avec cinq dirigeants de jeunes entreprises d'Hélioparc.

Jean-Marc Ayrault restera quelques heures en Béarn pour cette visite placée sous le sceau de l'initiative et de l'innovation. Son avion arrivera en milieu de matinée à l'aéroport. Le premier ministre quittera le sol béarnais un peu avant 15 heures. Une visite au pas de charge rythmée par trois moments forts.

D'abord l'inauguration de l'unité de gaz de LCC30 à 11 h 30 sur la plate-forme de Lacq. Un

équipement mis en service au début du mois et qui permet la poursuite des activités de chimie à Lacq en valorisant le gaz restant.

Pour cette cérémonie, le Premier ministre sera entouré de Yves-Louis Darricarrère, patron de la branche amont de Total et du PDG d'Arkéma, Thierry Le Henaff. En repartant vers la salle des fêtes de Lacq, où une table ronde est organisée avec les acteurs du territoire sur le thème de la compétitivité du site, le

Premier ministre aura peut-être l'occasion d'apercevoir la bande-roule que les Verts annoncent vouloir dérouler sur le pont qui enjambe le RD817. Le débat devrait durer une demi-heure avant que la délégation ne regagne Pau.

Cinq entrepreneurs

Le Premier ministre déjeunerera, vers 13 h 15, au centre technologique Hélioparc de Pau en compagnie d'acteurs de l'innovation et de la recherche.

En plus du président de l'université (Mohamed Amara) et du directeur de l'IPREM (Olivier Donard), des parlementaires et des présidents des grandes collectivités, cinq créateurs de jeunes start-up logées à Hélioparc ont été conviés. Il s'agit de Sophie Bernier (BackPan, assistance en gestion de projets), Charline Claveau (Project Matters, gestion de projets collaboratifs internationaux, notamment éligibles

aux financements européens), Aïssa Bachir (Go GeoEngineering, ingénierie des réservoirs pétroliers), Fabien Cotteaux (EOVE, matériel médico-chirurgical) et Jean-Marc Perrichon (Théorem System, applications numériques pour mobiles). Ils ont été choisis par Olivier Farreng, directeur d'Hélioparc qui participera également au repas, accompagné de son président André Duchateau.

■ E.N. ET J.-M.F.

Sept Premiers ministres ont été accueillis en Béarn depuis 1954

RÉTROSPECTIVE De Pierre Mendès-France à Edouard Balladur, le Béarn a reçu plusieurs chefs de gouvernement de la IV^e et V^e République, dans le cadre de déplacements officiels. Jean-Marc Ayrault est le premier de gauche sous la V^e

Depuis l'après-guerre 1939-1945, un seul chef de gouvernement en exercice de la IV^e République et six Premiers ministres de la V^e République sont venus en visite officielle en Béarn entre 1954 et 1994.

Pierre Mendès-France, le 12 décembre 1954. Sous l'ère de René Coty, le président du conseil radical-socialiste inauguré, à Billère, les silos séchoirs de la Coopérative de production des maïs de semence.



Michel Debré, le 1er septembre 1960. Il coupe le ruban de la Foire-exposition de Pau qui vient d'emménager sur les terrains de Nolibos, en bordure du boulevard Champetier-de-Ribes.



Georges Pompidou, le 27 juin 1966. En visite officielle à Pau, le Premier ministre du Général de Gaulle annonce l'appui de l'Etat pour la construction du second pont sur le gave.



Pierre Messmer, le 14 février 1973. L'homme de confiance de Georges



1. Encadré par François Bayrou et André Labarrère, Édouard Balladur arrive à la mairie de Pau. 2. La IV^e République se pare de bleu et de rouge pour la venue de Pierre Mendès-France. 3. Suivi par Louis Sallenave, alors maire de Pau, Michel Debré inaugure la Foire-Exposition. 4. L'Éclair cite Raymond Barre, venu parler de rigueur. 5. Jacques Chirac, suivi par Jacques Chaban-Delmas, visite la coopérative céréalière de Pau. © ARCHIVES PP

Pompidou préside, au casino de Pau, une réunion dans le cadre des élections législatives en présence de 3000 personnes.

Raymond Barre, le 22 juin 1978. Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, il s'entretient à Pau des problèmes spécifiques aux Pyrénées-Atlantiques avant de gagner



Orthez, l'après-midi, à la rencontre de la municipalité dirigée par le centriste Jacques Dostandau.

Jacques Chirac, le 10 juillet 1987. Pendant la cohabitation, sous la présidence de François Mitterrand, il effectue un voyage de deux jours en Aquitaine. Il visite la coopérative céréalière de Pau et critique la



politique agricole communautaire du gouvernement socialiste. A la préfecture, il décore de la Légion d'honneur Michel Inchauspé, député des Pyrénées-Atlantiques et ancien secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Edouard Balladur, le 7 novembre 1994. Au Parlement de Navarre, le deuxième Premier ministre de la cohabitation, sous la mandature du président Mitterrand, évoque au Parlement de Navarre la reconversion économi-

que du département. Il réclame l'organisation de primaires au sein de la droite en vue des élections présidentielles de 1995.

■ RENÉE MOURGUES Sources: archives de presse et «Un siècle à Pau et en Béarn» de Louis-Henri Sallenave (Ed. de l'Adour, 2000).





« Une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs. » Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.

Pourquoi avez-vous tenu à venir à Lacq ? Est-ce pour vous un bol d'oxygène dans un contexte difficile ?

Je viens ici témoigner d'une réussite collective. Un nouvel avenir a été donné à ce bassin économique, qui, sans cela, aurait été meurtri par la fin de l'exploitation du gisement de Lacq, dont les ressources sont désormais quasi-épuisées. C'est le résultat d'un travail en commun de l'Etat, des grandes entreprises, des collectivités locales, des organisations syndicales et des associations professionnelles. Chacun a su se rassembler pour redonner un espoir aux salariés et à l'activité locale.

C'est un exemple remarquable pour tous les bassins confrontés à des mutations économiques, comme autour de l'Etang de Berre par exemple, c'est en les anticipant et en s'organisant qu'on peut rebondir.

Le bassin de Lacq illustre-t-il la notion de redressement productif

cher à votre gouvernement ?

Il illustre qu'il n'y a pas de fatalité et que, par la mobilisation collective, on peut faire de belles réalisations.

Le redressement productif, c'est bien sûr la montée en gamme de notre appareil industriel, avec les investissements d'avenir, notre politique ambitieuse en matière d'innovation, ou les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle lancés en septembre dernier par le Président de la République. Mais c'est aussi l'anticipation des difficultés affectant des bassins d'emplois, et la construction collective de solutions de reconversion qui offrent un nouvel avenir aux entreprises fragilisées et aux salariés.

Jugez-vous que la politique menée par Total pour l'avenir du bassin soit exemplaire ? Est-ce un modèle pour d'autres sites ?

Il s'agit d'un projet collectif. Il faut bien sûr une impulsion initiale, et Total a clairement été un acteur clé de cette reconversion industrielle. Que faut-il finalement pour réussir une telle reconversion ? Une capacité d'anticipation, une volonté politique, une stratégie industrielle capitalisant sur les installations et les savoir-faire existants, de l'innovation et des investissements pour assurer la compétitivité, quelques facteurs d'attractivité clés par rapport à d'autres sites, des actions de formation pour les salariés.

C'est cela qui a fonctionné ici et c'est une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs. L'Etat sera présent pour les accompagner, mais j'insiste, c'est la mobilisation locale qui permet le succès.





Hélioparc : invités à déjeuner à la table de Jean-Marc Ayrault

pau Huit responsables de start-up, installés sur la technopole paloise, ont déjeuné hier avec le Premier ministre lors du volet de son déplacement consacré à l'innovation. Tour de table avec les intéressés.

Salade de homard avec petits légumes, pintade sauce Rossini et cèpes puis dôme au chocolat pour le dessert. Huit dirigeants de start-up n'ont guère boudé leur plaisir, et pas seulement pour des raisons culinaires, lors du déjeuner pris hier, pendant une grosse heure à Hélioparc, en compagnie du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Invités par Matignon (lire notre édition d'hier), ces six hommes et deux femmes gérants de sociétés paloises installées sur la technopole n'ont guère semblé impressionnés face au chef du gouvernement. « *Ravis, flattés et honorés* », ils ont surtout saisi cette occasion rarissime pour envoyer des messages au plus haut niveau de l'Etat.

« *Notre pays est frileux* »

Et formuler aussi des revendications claires, concrètes. Exemple avec Sophie Bernier, cogérante de la société BackPlan qui réalise de l'assistance en gestion de projets dans des domaines aussi variés que l'ingénierie, les milieux pétroliers ou gaziers. « *Notre pays est souvent frileux face à des PME innovantes telles que les nôtres et les circuits de décision sont trop longs* », déplore

cette jeune femme dont le premier client a été un constructeur italien de pipelines. « *Il a senti notre implication et a été le premier à nous faire confiance. Les groupes français, dont Total et sa filiale Retia, pour lesquels nous travaillons aujourd'hui, ne sont arrivés qu'après.* »

Cette défiance vis-à-vis des porteurs de projets innovants a nourri l'essentiel des propos tenus par les autres invités qui, en cumulé, emploient plus d'une cinquantaine de personnes à Hélioparc où 200 postes ont été créés ces quatre dernières années. Ils ont également évoqué devant Jean-Marc Ayrault les nombreuses difficultés jalonnant souvent le parcours de micro-entreprises parfois encore en période d'incubation. Ainsi, selon Charline Claveau (Project Matters), « *un statut simplifié pour les TPE nous aiderait à prendre plus facilement du volume* ».

Au nom de la société Eove (spécialisée dans le matériel médico-chirurgical), Fabien Coteaux, qui vient d'investir 2 millions d'euros afin de se lancer, plaide, lui, pour une plus grande efficacité des différents dispositifs d'aides et d'accompagnements après installation.

Un discours que l'on retrouve, peu ou prou, dans la bouche de Aïssa Bachir. Deux ans après son baptême du feu, ce jeune dirigeant de GeoEngineering, spécialisée dans l'ingénierie pour réservoirs pétroliers, réalise annuellement « *300 000 ? de chiffre d'affaires et la totalité à l'étranger* ». Mais, aujourd'hui, et 10 mois après avoir déposé le dossier, il s'inquiète de ne pas avoir de réponse à sa « *demande de crédit d'impôt recherche* ».

Une facilité à propos de laquelle le doyen de l'assistance, Claude Labourel (Vetocom), qui conçoit des logiciels pour cliniques vétérinaires, a demandé au gouvernement « *d'aller plus loin* ». « *On a besoin d'avoir au moins une vision à moyen terme et qu'il y ait davantage de continuité dans les actions de l'Etat* ». Le message a-t-il été reçu ?

l gérard cayron





Une visite sous le sceau de l'innovation

Programme L'inauguration sur la plate-forme de Lacq précédera un déjeuner à Pau avec cinq dirigeants de jeunes entreprises d'Hélioparc.

en lumière

Jean-Marc Ayrault restera quelques heures en Béarn pour cette visite placée sous le sceau de l'initiative et de l'innovation. Son avion arrivera en milieu de matinée à l'aéroport. Le premier ministre quittera le sol béarnais un peu avant 15 heures. Une visite au pas de charge rythmée par trois moments forts.

D'abord l'inauguration de l'unité de gaz de LCC30 à 11 h 30 sur la plate-forme de Lacq. Un équipement mis en service au début du mois et qui permet la poursuite des activités de chimie à Lacq en valorisant le gaz restant.

Pour cette cérémonie, le Premier ministre sera entouré de Yves-Louis Darricarère, patron de la branche amont de Total et du PDG d'Arkéma, Thierry Le Henaff. En repartant vers la salle des fêtes de Lacq, où une table ronde est organisée avec les acteurs du territoire sur le thème de la compétitivité du site, le Premier ministre aura peut-être l'occasion d'apercevoir la banderole que les Verts annoncent vouloir dérouler sur le pont qui enjambe le RD817. Le débat devrait durer une demi-heure avant que la délégation ne regagne Pau.

Le Premier ministre déjeunera, vers 13 h 15, au centre technologique Hélioparc de Pau en compagnie d'acteurs de l'innovation et de la recherche.

En plus du président de l'université (Mohamed Amara) et du directeur de l'IPREM (Olivier Donard), des parlementaires et des présidents des grandes collectivités, cinq créateurs de jeunes start-up logées à Hélioparc ont été conviés. Il s'agit de Sophie Bernier (BackPan, assistance en gestion de projets), Charline Claveau (Project Matters, gestion de projets collaboratifs internationaux, notamment éligibles aux financements européens), Aïssa Bachir (Go GeoEngineering, ingénierie des réservoirs pétroliers), Fabien Cotteaux (EOVE, matériel médico-chirurgical) et Jean-Marc Perrichon (Theorem System, applications numériques pour mobiles). Ils ont été choisis par Olivier Farreng, directeur d'Hélioparc qui participera également au repas, accompagné de son président André Duchateau.

I E. N. et J.-M. F.

Cinq entrepreneurs





« Une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs. » Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.

Pourquoi avez-vous tenu à venir à Lacq ? Est-ce pour vous un bol d'oxygène dans un contexte difficile ?

Je viens ici témoigner d'une réussite collective. Un nouvel avenir a été donné à ce bassin économique, qui, sans cela, aurait été meurtri par la fin de l'exploitation du gisement de Lacq, dont les ressources sont désormais quasi-épuisées. C'est le résultat d'un travail en commun de l'Etat, des grandes entreprises, des collectivités locales, des organisations syndicales et des associations professionnelles. Chacun a su se rassembler pour redonner un espoir aux salariés et à l'activité locale.

C'est un exemple remarquable pour tous les bassins confrontés à des mutations économiques, comme autour de l'Etang de Berre par exemple, c'est en les anticipant et en s'organisant qu'on peut rebondir.

Le bassin de Lacq illustre-t-il la notion de redressement productif

cher à votre gouvernement ?

Il illustre qu'il n'y a pas de fatalité et que, par la mobilisation collective, on peut faire de belles réalisations.

Le redressement productif, c'est bien sûr la montée en gamme de notre appareil industriel, avec les investissements d'avenir, notre politique ambitieuse en matière d'innovation, ou les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle lancés en septembre dernier par le Président de la République. Mais c'est aussi l'anticipation des difficultés affectant des bassins d'emplois, et la construction collective de solutions de reconversion qui offrent un nouvel avenir aux entreprises fragilisées et aux salariés.

Jugez-vous que la politique menée par Total pour l'avenir du bassin soit exemplaire ? Est-ce un modèle pour d'autres sites ?

Il s'agit d'un projet collectif. Il faut bien sûr une impulsion initiale, et Total a clairement été un acteur clé de cette reconversion industrielle. Que faut-il finalement pour réussir une telle reconversion ? Une capacité d'anticipation, une volonté politique, une stratégie industrielle capitalisant sur les installations et les savoir-faire existants, de l'innovation et des investissements pour assurer la compétitivité, quelques facteurs d'attractivité clés par rapport à d'autres sites, des actions de formation pour les salariés.

C'est cela qui a fonctionné ici et c'est une formule dont les acteurs locaux pourraient s'inspirer ailleurs. L'Etat sera présent pour les accompagner, mais j'insiste, c'est la mobilisation locale qui permet le succès.

